

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.438/4
DU 14 JUILLET 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 17 juin 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Formalités préalables

Le projet examiné a été soumis à la procédure d'association des gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les seuls courriers adressés, dans le cadre de cette procédure, au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et datés du 16 juin 2010.

.../...

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de vérifier que la procédure d'association a bien été menée jusqu'à son terme à l'égard des trois gouvernements de région.

Conformité aux directives transposées

Le projet examiné vise principalement à transposer la directive 2009/112/CE de la Commission du 25 août 2009 modifiant la directive 91/439/CEE du Conseil relative au permis de conduire (ci-après la directive 2009/112/CE) et la directive 2009/113/CE du 25 août 2009 modifiant la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil relative au permis de conduire (ci-après la directive 2009/113/CE).

Ces deux directives modifient l'annexe III - Normes minimales concernant l'aptitude physique et mentale à la conduite d'un véhicule à moteur, des directives 91/439/CEE et 2006/126/CE précitées, en ce qui concerne la vision, le diabète sucré et l'épilepsie.

Pour ce faire, l'article 7 du projet examiné apporte diverses modifications à l'annexe 6 - Normes minimales et attestations concernant l'aptitude physique et psychique à la conduite d'un véhicule à moteur, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire (ci-après l'arrêté royal du 23 mars 1998).

La structure de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998, ne correspond toutefois pas à celle de l'annexe III des directives 91/439/CEE et 2006/126/CE précitées.

Aucun tableau de transposition ⁽¹⁾ ne figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, la section de législation n'a pu vérifier si le texte de l'annexe 6, en projet, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 (article 7 du projet examiné) assure une transposition parfaite des annexes des directives 2009/112/CE et 2009/113/CE.

⁽¹⁾ Sur l'utilité de pareil tableau de transposition même lorsqu'il s'agit de dispositions réglementaires, voir les *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandations n° 191 à 194.

Sous cette réserve, l'auteur du projet est notamment invité à vérifier :

- si, au point II.3.1, alinéa 1^{er}, en projet, de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 (article 7, 1/, du projet), il convient bien de viser les seules crises épileptiques non provoquées;
- si le point II.3, en projet, de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 (article 7, 1/, du projet) ne doit pas être complété pour assurer la transposition des points 12.13 et 12.14, alinéa 2, de l'annexe III des directives 91/439/CEE et 2006/126/CE précitées, tels que remplacés par les directives 2009/112/CE et 2009/113/CE;
- si le point II.7.5, en projet, de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 (article 7, 2/, du projet) ne doit pas être complété pour assurer une transposition plus fidèle des points 10.3 et 10.4 de l'annexe III des directives 91/439/CEE et 2006/126/CE précitées, tels que remplacés par les directives 2009/112/CE et 2009/113/CE;
- si le point III, en projet, de l'annexe 6 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 (article 7, 3/, du projet), ne doit pas être complété pour assurer une transposition plus fidèle du point 6.3, de l'annexe III des directives 91/439/CEE et 2006/126/CE précitées, tel que remplacé par les directives 2009/112/CE et 2009/113/CE.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. L'article 4, 12/, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, a été remplacé et non modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006.

L'article 2 du projet sera corrigé sur ce point.

.../...

2. À l'article 2 du projet, les mots "l'article 1^{er}, § 2, 15" doivent être remplacés par les mots "l'article 1^{er}, § 1^{er}, 15".

Article 3

La modification que l'article 3 du projet vise à apporter à l'article 32, § 5, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, aboutirait à ce que les versions linguistiques néerlandaise et française de cette disposition divergent, ce qui ne peut être admis.

Il convient au contraire, de citer tant le centre psycho-médico-social que le "centrum voor leerlingenbegeleiding" dans chacune des deux versions linguistiques de la disposition en projet.

Article 5

1. À l'article 5 du projet, il y a lieu de viser plus précisément l'article 44, § 4, alinéa 1^{er}, 4/, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 et les mots "modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 2002 et 22 mars 2004" doivent être omis, ces arrêtés n'ayant pas apporté de modification à cette disposition.

2. Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 3 du projet, relative à la concordance des versions linguistiques de la disposition en projet.

Article 8

L'article 8 du projet dispose :

"Le présent arrêté entre en vigueur le [...]".

L'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer quelle circonstance spécifique justifie une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur des textes réglementaires, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Sauf motivation particulière, la date d'entrée en vigueur doit en tout état de cause être prévue de manière à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.438/4
VAN 14 JULI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 17 juni 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp.

In het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier bevinden zich evenwel alleen de brieven die in het kader van deze procedure zijn toegezonden aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en 16 juni 2010 gedateerd zijn.

.../...

Het staat bijgevolg aan de steller van het ontwerp na te gaan of die procedure tot een goed einde is gebracht ten aanzien van de drie gewestregeringen.

Overeenstemming met de omgezette richtlijnen.

Het voorliggende ontwerp strekt hoofdzakelijk tot de omzetting van richtlijn 2009/112/EG van de Commissie van 25 augustus 2009 tot wijziging van richtlijn 91/439/EEG van de Raad betreffende het rijbewijs (hierna richtlijn 2009/112/EG) en van richtlijn 2009/113/EG van 25 augustus 2009 tot wijziging van richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad betreffende het rijbewijs (hierna richtlijn 2009/113/EG).

Deze twee richtlijnen wijzigen bijlage III - Minimumnormen inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid voor het besturen van een gemotoriseerd voertuig - bij de voormelde richtlijnen 91/439/EEG en 2006/126/EG wat gezichtsvermogen, diabetes mellitus en epilepsie betreft.

Daartoe brengt artikel 7 van het voorliggende ontwerp verscheidene wijzigingen aan in bijlage 6 - Minimumnormen en attesten inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid voor het besturen van een motorvoertuig - bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs (hierna het koninklijk besluit van 23 maart 1998).

De structuur van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 stemt evenwel niet overeen met die van bijlage III bij de voormelde richtlijnen 1991/439/EG en 2006/126/EG.

Aangezien zich in het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier geen omzettingstabel ⁽¹⁾ bevindt, heeft de afdeling Wetgeving niet kunnen nagaan of de ontworpen tekst van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 7 van

⁽¹⁾ Over het nut van een zodanige omzettingstabel, zelfs wanneer het gaat om reglementaire bepalingen zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst.consetat.be, tab "wetgevingstechniek", aanbevelingen nrs. 191 tot 194.

het voorliggende ontwerp) voorziet in een volledige omzetting van de bijlagen bij de richtlijnen 2009/112/EG en 2009/113/EG.

Onder dit voorbehoud wordt de steller van het ontwerp onder meer verzocht na te gaan :

- of in het ontworpen punt II.3.1., eerste lid, van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 7, 1/, van het ontwerp), alleen dient te worden verwezen naar "niet uitgelokte epileptische aanvallen";
- of het ontworpen punt II.3 van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 7, 1/, van het ontwerp) niet moet worden aangevuld om te voorzien in de omzetting van de punten 12.13 en 12.14, tweede alinea, van bijlage III bij de voormelde richtlijnen 91/439/EEG en 2006/126/EG, zoals vervangen bij de richtlijnen 2009/112/EG en 2009/113/EG;
- of het ontworpen punt II.7.5. van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 7, 2/, van het ontwerp) niet moet worden aangevuld om te voorzien in een meer getrouwe omzetting van de punten 10.3. en 10.4. van bijlage III bij de voormelde richtlijnen 91/439/EEG en 2006/126/EG, zoals vervangen bij de richtlijnen 2009/112/EG en 2009/113/EG;
- of het ontworpen punt III van bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 7, 3/, van het ontwerp) niet moet worden aangevuld om te voorzien in een meer getrouwe omzetting van punt 6.3. van bijlage III bij de voormelde richtlijnen 91/439/EEG en 2006/126/EG, zoals vervangen bij de richtlijnen 2009/112/EG en 2009/113/EG.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. Artikel 4, 12/, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 is vervangen en niet gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 2006.

Artikel 2 van het ontwerp moet op dat punt worden gecorrigeerd.

2. In artikel 2 van het ontwerp moeten de woorden "artikel 1, § 2, 15" vervangen worden door de woorden "artikel 1, § 1, 15".

Artikel 3

De wijziging die artikel 3 van het ontwerp beoogt aan te brengen in artikel 32, § 5, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 zou ertoe leiden dat de Nederlandse en de Franse versie van deze bepaling van elkaar verschillen, wat niet kan worden aanvaard.

Zowel het "centre psycho-médico-social" als het "centrum voor leerlingenbegeleiding" moeten daarentegen worden vermeld in elk van beide taalversies van de ontworpen bepaling.

Artikel 5

1. In artikel 5 van het ontwerp dient meer bepaald te worden verwezen naar artikel 44, § 4, eerste lid, 4/, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 en dienen de woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 2002 en 22 maart 2004" te vervallen, daar deze besluiten geen wijziging hebben aangebracht in die bepaling.

2. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt over artikel 3 van het ontwerp betreffende de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie van de ontworpen bepaling.

Artikel 8

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt :

"Dit besluit treedt in werking op [...]".

De steller van het ontwerp moet kunnen uitleggen om welke specifieke reden wordt afgeweken van de gangbare termijn van inwerkingtreding van verordeningen, vastgesteld bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Behoudens een bijzondere motivering, moet bij het vaststellen van de datum van inwerkingtreding er in ieder geval voor gezorgd worden dat iedereen een redelijke termijn wordt gegeven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY